

Le terrorisme et la subversion du FLN en métropole (G. Mathias)

Gregor Mathias

Docteur en histoire spécialiste de la guerre d'Algérie, Gregor Mathias il est l'auteur d'un ouvrage sur le destin des Européens enlevés en Algérie en 1962 intitulé Les vampires à la fin de la guerre d'Algérie, mythe ou réalité ? (Michalon, 2014). Chercheur associé au Centre Roland Mousnier (Paris IV Sorbonne), il a publié plusieurs ouvrages sur les conflits en Afrique.

Les études des historiens se sont focalisées sur la guerre d'Algérie sur le territoire algérien tout en négligeant d'étudier la stratégie de subversion et de terrorisme mis en place par le FLN en métropole. On a souvent utilisé l'expression de « la guerre sans nom » à la guerre d'Algérie, on pourrait parler de guerre invisible pour qualifier la lutte implacable que mènent le FLN, le MNA et les forces de l'ordre au cœur même des grandes agglomérations françaises.

En novembre 1954, alors que le Front de libération nationale (FLN) déclenche une insurrection en Algérie, il décide de s'implanter France métropolitaine. Il commence par lutter contre le deuxième parti nationaliste algérien, le Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj. Les deux partis algériens indépendantistes et mouvement armés, FLN et MNA, revendiquent le monopole politique de la lutte pour l'indépendance et se disputent le contrôle politique et financier des ouvriers algériens.

De 1955 à 1957, des frontières invisibles apparaissent au sein des agglomérations françaises entre les quartiers et les rues contrôlées par le FLN ou le MNA que les ouvriers algériens ne peuvent franchir sans risquer leur vie s'ils n'appartiennent pas à l'un des deux partis. Des cafés et hôtels fréquentés par des Algériens sont attaqués par le FLN ou le MNA, des militants adverses sont assassinés par des groupes de choc constitués de commandos de trois à une dizaine d'hommes. Plus

violent et mieux organisé, le FLN arrive à s'implanter solidement dans les quartiers algériens de Paris, Lyon, Marseille et Strasbourg, tandis que le MNA se replie sur la région Nord et la Lorraine tout en conservant quelques bastions en région parisienne et lyonnaise, à Saint-Ouen et au Gerlan.

Pendant plusieurs années, la Fédération de France du FLN met en place une administration clandestine parallèle au fonctionnement minutieux et efficace, un véritable Etat dans l'Etat. En 1959, la ville de Lyon est quadrillée par l'administration du FLN en « 4 régions, 12 secteurs, 35 kasma, 122 sections, 389 groupes (un groupe 3 à 4 cellules) et 1 563 cellules (3 à 5 hommes par cellule) ». Le FLN a des commissions chargées de l'aide aux détenus, de l'aide sociale et de l'hygiène, de la justice, des finances (l'impôt révolutionnaire) et de la propagande. Les cotisations mensuelles pour les ouvriers représentent 3 000 (anciens) francs et la cotisation exceptionnelle 2 000 (anciens) francs. Des groupes de choc, une sorte de police, mènent des opérations contre les messalistes et sont chargés de faire payer l'impôt aux récalcitrants et aux personnes ayant des retards de paiement par des menaces, des mutilations, des tortures ou des exécutions. Une Organisation spéciale (OS), sorte de groupe paramilitaire, d'occupe des attaques massives contre des messalistes, des assassinats d'Algériens francophiles ou d'informateurs des RG ou de la DST ou des policiers métropolitains, responsables de l'arrestation de leurs sympathisants.

La prise de conscience de la capacité de nuisance que représente cette organisation clandestine apparaît aux yeux des autorités politiques, en août et en septembre 1958, lorsque le FLN demande à la Fédération de France, la 7^{ème} Wilaya, d'ouvrir un second front en métropole pour reprendre l'initiative et contrecarrer la politique d'intégration du général de Gaulle. Des mitraillages visent des commissariats ou des patrouilles de police, des bombes visent des dépôts pétroliers et des raffineries, comme le dépôt de la Mourepiane à Marseille, des usines de gaz et des centrales électriques, des voies de communication (réseau ferroviaire, ports, aéroports), des usines et des sites militaires. 150 attentats sont recensés dont les deux tiers sont des échecs.

Le gouvernement de Michel Debré prend conscience que les moyens classiques des forces de l'ordre (police, gendarmerie) et de renseignement (DST, RG) ne suffisent plus pour démanteler l'organisation subversive de la Fédération de France. Celle-ci est devenue indispensable au FLN en assurant, en 1961, 80 % de ses ressources financières.

Des officiers SAS (Section administrative spécialisée) ayant l'expérience de la pacification dans les bidonvilles et les campagnes d'Algérie sont appelés par le préfet de police de Paris, Maurice Papon, pour mettre en place une structure similaire en métropole. Les officiers SAS étaient chargés de la pacification en Algérie : ils recensaient la population, embauchaient des ouvriers pour construire des routes, des ponts, des maisons, amélioraient les méthodes agraires, scolarisaient les enfants, soignaient la population et mettaient en place des municipalités pour gérer les communes. Les 700 SAS faisaient également du renseignement et luttait contre l'ALN avec un maghzen constitué de 30 supplétifs. Le Service d'assistance technique (SAT) se mettent en place progressivement, de 1959 à 1961, à Paris (Nanterre, Aubervilliers, Bagnole, Montrouge), à Lyon et Villeurbanne (trois SAT) et à Marseille (trois SAT). Ils recensent les Algériens et leur donnent des papiers d'identité. Ils les aident pour leurs démarches sociales et pour leur trouver du travail. Ils recrutent parmi eux des informateurs qui leur permettent d'avoir une vision précise de la hiérarchie du FLN, de ses instructions, des dépôts d'armes, des dates et lieux du prélèvement des cotisations et des actions terroristes envisagées. Les informateurs deviennent des chefs de l'organisation FLN et donnent des informations de première main aux forces de l'ordre. La structure des SAT est considérée comme tellement efficace qu'elle subsistera pour les derniers jusqu'en 1978.

A cette structure de contact avec la population et de lutte antisubversive se double une unité offensive recrutée parmi les harkis et les moghaznis des SAS d'Algérie. La Force de police auxiliaire (FPA) est mise en place par la préfecture de police de Paris en décembre 1959 et est chargée de patrouiller dans les quartiers algériens, de repérer les cadres et militants du FLN parmi les ouvriers

algériens, de les arrêter, de les interroger et de démanteler l'organisation du FLN. Ayant ses propres agents en civil, la FPA connaît de nombreux succès : elle saisit des armes, des bombes, l'argent des cotisations et arrête de nombreux cadres du FLN. Le FLN ne tarde pas à réagir en envoyant ses groupes de choc et son OS. Les hôtels réquisitionnés où sont localisés les postes du FPA sont attaqués ; certaines terrasses où les policiers de la FPA se reposent sont mitraillées ; des policiers de la FPA en permission sont assassinés.

La guerre subversive secrète opposant le FLN de métropole aux messalistes du MNA d'un côté, et aux forces de l'ordre de l'autre, fera plus de 4 100 victimes, en majorité des Algériens. Les pertes des forces de l'ordre dans les affrontements avec le FLN s'élèvent à 64 policiers tués, dont 25 policiers auxiliaires, et plus de 120 blessés, dont 50 policiers auxiliaires. Les militaires en permission ou de surveillance sur les sites sensibles de métropole constituent également des cibles : 16 militaires sont tués et 140 sont blessés par les actions du FLN. Au moment même où la France est touchée à nouveau par le terrorisme, il est intéressant de redécouvrir les structures antisubversives (les SAT) et antiterroristes (la FPA) mises en place par les autorités pour contrecarrer un ennemi utilisant à la fois la guerre asymétrique en outre-Méditerranée, le terrorisme sur le territoire métropolitain et la subversion pour embrigader de nouveaux militants.